

Jeffrey Sachs : les BRICS bâtissent un nouveau monde, sans l'Occident

Le professeur Jeffrey Sachs évoque l'essor et le déclin de la domination occidentale, et la manière dont les BRICS construisent un nouveau monde. Suivez la chaîne YouTube de Jeffrey Sachs : <https://www.youtube.com/@JeffreyDSachsOfficial> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : <https://buymeacoffee.com/gdieseng> Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Nous sommes le seize septembre deux mille vingt-six, et nous avons le grand plaisir de recevoir le professeur Jeffrey Sachs. Merci d'être avec nous dans cette émission.

#Jeffrey Sachs

C'est un plaisir d'être avec vous. Merci.

#Glenn

Le sommet des BRICS vient de se terminer, à la fin de la semaine dernière. Et je voulais vous demander ce que les BRICS représentent, au fond, pour la gouvernance mondiale. Car le monde dans lequel nous avons grandi a été dominé par les États-Unis, en raison d'une concentration extrême du pouvoir. D'abord, la puissance militaire, qui a conduit une grande partie du monde à déléguer sa sécurité à des pays menés par les États-Unis. On le voit aussi dans la domination de la puissance économique, qui a permis aux États-Unis, dans une large mesure, d'écrire les règles du commerce. Ils dirigeaient les banques. Ils pouvaient utiliser le dollar comme monnaie de réserve internationale.

Les États-Unis, comme vous l'avez dit, ont aussi joué un rôle dominant dans la gestion des marchés, des institutions politiques, et même de la société civile d'autres États, à travers leur armée d'ONG. Et, dans une certaine mesure, ils ont même redéfini le droit international selon les termes de cet ordre international libéral. Donc, ma question est la suivante : à mesure que le monde évolue vers une répartition multipolaire du pouvoir, tout cela semble commencer à se défaire. Dès lors, comment voyez-vous les BRICS organiser la gouvernance internationale ? Car les BRICS ne sont pas

simplement une nouvelle Amérique qui organiserait tout à travers des commandements ou des structures centralisés.

#Jeffrey Sachs

Nous assistons, évidemment, à de grands bouleversements, à des changements d'ampleur historique dans la manière dont le monde est organisé et dont les gens perçoivent le monde. Et je pense que les principales dates à partir desquelles nous devrions commencer sont, grosso modo, de mille sept cent cinquante à mille neuf cent cinquante, puis autour de l'an deux mille et aujourd'hui. Laissez-moi vous l'expliquer brièvement. À partir de mille sept cent cinquante, un phénomène très inhabituel s'est produit dans l'histoire : l'Europe, l'Europe et les puissances impériales européennes ont commencé à acquérir une prééminence mondiale. L'Europe n'est pas une grande partie du monde. Ce n'était que la bordure occidentale de l'Eurasie. Et elle a toujours représenté une part plutôt modeste de la population mondiale. Aujourd'hui, l'Europe, au sein de l'Union européenne, compte environ quatre cent cinquante millions d'habitants. Vous pouvez y ajouter un peu plus de cinquante millions de personnes au Royaume-Uni, et vous arrivez à environ cinq cents millions d'Européens. La population mondiale est de huit milliards deux cents à huit milliards trois cents millions de personnes. L'Europe représente donc bien moins de dix pour cent de la population mondiale, plutôt autour de six pour cent aujourd'hui.

Elle était un peu plus importante autrefois. Mais, en réalité, l'Europe représente une part relativement faible de la population mondiale et, pendant des millénaires, elle ne s'est pas particulièrement distinguée sur le plan économique. Vers mille sept cent cinquante, l'Europe a acquis une domination mondiale qui a duré environ deux cents ans. C'était l'époque du grand impérialisme européen. Il faudrait sans doute s'éloigner un peu du sujet pour examiner toutes les raisons de cette domination. Mais on peut en citer deux ou trois qui me paraissent très importantes. L'une d'elles, c'est que ce sont des pays européens qui sont arrivés aux États-Unis — enfin, aux Amériques, je voulais dire — avec le voyage de Christophe Colomb. En arrivant, ils ont apporté des agents pathogènes de l'Ancien Monde qui, au cours des cent années suivantes, ont pratiquement exterminé la plupart des populations autochtones. Cela s'est ajouté aux conquêtes et à la répression menées par les puissances européennes qui ont colonisé les Amériques.

Vers l'an mille six cents, les puissances européennes qui colonisaient l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud se sont soudain retrouvées avec deux immenses continents à leur disposition, si je puis dire. Et elles en ont effectivement disposé. Cela leur a apporté la richesse de ce qu'on appelle l'accumulation primitive du capital. Cela leur a donné une puissance considérable. C'était en quelque sorte une catapulte vers ce qui allait suivre au cours des siècles suivants : la domination européenne sur l'Asie. Mais là, c'est une tout autre histoire, parce que la majeure partie de la population mondiale vivait en Asie. Et même vers mille sept cents ou mille sept cent cinquante, l'Europe n'était absolument pas la force dominante dans le monde. La Chine et l'Inde dominaient le monde par leur

population et leur production manufacturière. Elles pouvaient sans aucun doute rivaliser avec l'Europe. Et, pour l'essentiel, elles avaient été, pendant des millénaires auparavant, les plus grandes entités politiques et les régions les plus peuplées du monde.

Eh bien, le deuxième facteur, c'était la mobilisation de la technologie, presque une forme de miracle. Mais Francis Bacon, un penseur anglais — je pense que c'est l'un des penseurs les plus importants de toute l'histoire de l'humanité — a écrit, au début du dix-septième siècle, sur l'idée que, grâce à l'expérimentation scientifique, de nouvelles technologies émergeraient, capables de renforcer la société humaine et de l'améliorer. C'était une vision absolument saisissante. On l'a appelée le plan baconien, ou la vision baconienne : l'idée qu'une société fondée sur la science et la technologie se transformerait elle-même. Et c'est, en fait, je crois, la description de ce qui s'est produit — pas uniquement en Europe, mais de façon particulièrement marquée en Europe — au cours des années mille six cents et mille sept cents.

Isaac Newton, et ce qu'il représente — la révolution scientifique —, ont accompagné et stimulé une profonde accélération technologique, ainsi que l'idée d'une recherche organisée au service du progrès technologique et des retombées économiques. Il y a donc eu de grandes avancées scientifiques dans toutes les régions du monde. Mais l'idée d'une recherche organisée pour développer de nouvelles technologies et améliorer l'économie a constitué une percée conceptuelle, mais aussi organisationnelle et institutionnelle, dans laquelle l'Europe a été à l'avant-garde, surtout aux dix-septième et dix-huitième siècles. Ainsi, dans presque tous les domaines de la vie économique — la mobilisation de l'énergie, la mécanisation de l'industrie, l'invention de l'industrie à grande échelle —, l'Europe a pris la tête. Et au sein de l'Europe, c'était la Grande-Bretagne. Et au sein de la Grande-Bretagne, c'était l'Angleterre. C'est ainsi que la révolution industrielle, comme on l'appelle — et je pense que c'est un concept juste, même s'il est discuté —, a commencé au dix-huitième siècle.

Et à la fin du dix-huitième siècle, une transformation économique remarquable était déjà en cours, de façon unique, en Grande-Bretagne et dans de petites parties de l'Europe occidentale. Toute sa portée a été retardée par une guerre civile européenne : les guerres napoléoniennes, qui se sont déroulées des années mille sept cent quatre-vingt-dix jusqu'à la défaite définitive de Napoléon, en mille huit cent quinze. Mais lorsque les guerres napoléoniennes ont pris fin, la Grande-Bretagne était devenue une société transformée. Elle reposait de plus en plus sur les usines, elle était de plus en plus urbaine, et sa main-d'œuvre était de moins en moins agricole. Car les progrès de l'agriculture ont libéré — ou plutôt déplacé — des travailleurs qui étaient auparavant dans l'agriculture. Ils sont devenus la main-d'œuvre d'entrée pour la nouvelle industrie. Et cela a permis à la Grande-Bretagne de projeter sa puissance.

C'est au dix-neuvième siècle que la Grande-Bretagne est devenue non seulement la première puissance d'Europe, mais aussi le plus grand empire que le monde ait jamais connu, par sa population et son étendue. Le plus grand empire d'un seul tenant était l'Empire mongol. Mais l'Empire britannique s'étendait sur le monde entier, notamment grâce à ce joyau de sa conquête : l'

Inde, conquise au cours du dix-neuvième siècle. Ainsi, à la fin du dix-neuvième siècle, l'Europe dominait. L'Asie connaissait un déclin considérable, d'une ampleur qu'on n'avait pas vue depuis des siècles, voire des millénaires — et certainement jamais sous la domination de l'Europe, dans toute l'histoire. Au regard des standards historiques, le monde était sens dessus dessous : l'impérialisme européen dominait, et, au sein de cet ensemble, la Grande-Bretagne était la puissance hégémonique mondiale.

À la fin du dix-neuvième siècle, les États-Unis ont achevé leur propre expansion impériale à travers l'Amérique du Nord. On considère généralement qu'elle s'est terminée vers mille huit cent quatre-vingt-dix. Et, presque comme une mécanique bien réglée, dès que les États-Unis ont achevé leur expansion impériale sur leur propre continent, ils se sont dit : « D'accord, il est temps pour nous d'avoir notre place au soleil, avec notre propre empire mondial. » Ils ont alors commencé à fabriquer des guerres pour prendre leur place aux côtés des empires européens. La première a été le renversement du royaume d'Hawaï, dans les années mille huit cent quatre-vingt-dix. Cela a étendu la présence des États-Unis dans le Pacifique, sur la route de l'Asie.

Puis, en mille huit cent quatre-vingt-dix-huit, dans une guerre montée de toutes pièces — pas très différente, disons, de la guerre contre l'Iran —, une guerre d'agression portée par un grand patriotisme américain, les États-Unis se sont emparés du fruit facile que représentait l'Empire espagnol déclinant, en train de disparaître. Cela incluait, dans l'hémisphère occidental, Cuba et Porto Rico. Porto Rico reste, de fait, une colonie des États-Unis, même si on lui attribue un statut juridique et des modalités différentes. Et Cuba a été considérée, pour l'essentiel, comme une colonie jusqu'à la révolution de Fidel Castro, en mille neuf cent cinquante-neuf, mille neuf cent soixante. Et, jusqu'à ce jour, les États-Unis ne l'ont jamais pardonné. Ils cherchent d'ailleurs à renverser le gouvernement cubain à tout moment.

Pendant ce temps, de l'autre côté de la planète, les États-Unis ont pris les Philippines et sont eux aussi devenus une puissance impériale en Asie. Ils ont rejoint la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et d'autres puissances européennes dans cette revendication de domination mondiale. À cette époque, à la fin du dix-neuvième siècle, l'Europe avait presque entièrement colonisé l'Afrique. Cet impérialisme tardif en Afrique, qui n'est apparu qu'à la fin du dix-neuvième siècle, avait été retardé par la barrière des maladies, en particulier le paludisme. Ce n'est donc que lorsque les Britanniques ont, en substance, mis au point la quinine comme traitement antipaludique, à partir d'un remède péruvien traditionnel contre la fièvre, que la Grande-Bretagne a pu étendre ses colonies vers l'intérieur de l'Afrique.

Et avec le gin tonic, c'est-à-dire avec la quinine à portée de main, les puissances européennes ont presque totalement envahi l'Afrique à la fin du dix-neuvième siècle. Donc, Glenn, ce que je veux dire, c'est qu'en mille neuf cents, l'Europe, et de plus en plus les États-Unis, alors en plein essor et gigantesques, prétendaient diriger le monde. Et cette prétention à diriger le monde s'est construite au fil des siècles. Elle a atteint une forme d'apogée pour l'Europe, disons en juillet mille neuf cent quatorze, car c'est ce mois-là qu'ont commencé les événements qui ont déclenché la Première

Guerre mondiale. L'Europe a connu deux guerres qui étaient, au fond, des guerres civiles : de mille neuf cent quatorze à mille neuf cent dix-huit, puis de mille neuf cent trente-neuf à mille neuf cent quarante-cinq. Et la période entre ces deux guerres n'a été ni agréable ni facile. C'était l'époque de la Grande Dépression et de la montée d'Hitler.

Et en mille neuf cent quarante-cinq, l'Europe — cette Europe qui avait dominé le monde — et la Grande-Bretagne, qui avait dominé les empires européens, s'étaient épuisées dans deux des guerres les plus brutales de toute l'histoire humaine. Cela a ouvert la voie aux anciennes colonies d'Asie et d'Afrique pour accéder à l'indépendance. Cette évolution reposait sur les mouvements locaux d'indépendance, sur la création des Nations unies, et sur l'épuisement total — et même la faillite financière, autant que morale — des puissances impériales européennes. Deux puissances restaient dans le monde non asiatique et non africain. L'une d'elles, bien sûr, était les États-Unis, qui étaient devenus immensément plus puissants dans le contexte de ces deux guerres. Car la Première comme la Seconde Guerre mondiale avaient été l'occasion de bâtir une économie à l'échelle d'un continent, d'une ampleur jamais vue auparavant dans l'histoire humaine.

Et le second, c'était l'Union soviétique, héritière de l'Empire russe. Une union qui s'étendait sur onze fuseaux horaires et couvrait presque tout le nord de l'Eurasie. L'Union soviétique avait subi de plein fouet la guerre contre Hitler. Elle avait perdu vingt-sept millions de personnes. Elle avait connu des destructions inimaginables dans sa lutte pour vaincre Hitler, à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Pourtant, elle a réussi à se réorganiser et à se reconstruire. En mille neuf cent quarante-neuf, elle a rejoint les États-Unis comme seul autre pays à posséder la bombe atomique, et elle est devenue l'une des deux grandes puissances. Après mille neuf cent quarante-cinq, les États-Unis dominaient sur les plans technologique, économique et financier. Mais l'Union soviétique leur a disputé le terrain dans de nombreux domaines et a réalisé de nombreuses percées technologiques. La plus célèbre a eu lieu en mille neuf cent cinquante-sept, avec le lancement du premier satellite depuis la Terre, Spoutnik. Cela a démontré sa grande maîtrise des technologies de pointe.

Vous aviez donc les deux grandes superpuissances, et le reste du monde. À ce moment-là, le monde était divisé en trois. Les États-Unis dirigeaient l'Europe, y compris leurs nouveaux alliés au sein de cette nouvelle organisation, l'Otan, créée en mille neuf cent quarante-neuf pour s'opposer à l'Union soviétique. Vous aviez l'Union soviétique et ses alliés, ainsi que les pays qu'elle occupait après la Seconde Guerre mondiale. Car aucun accord de paix, aucun traité de paix n'avait été conclu après la Seconde Guerre mondiale. Et l'Union soviétique réclamait, d'une certaine manière, des garanties pour sa sécurité. Des garanties qu'elle n'a jamais obtenues par un accord diplomatique avec les États-Unis après la Seconde Guerre mondiale. Vous aviez donc deux blocs. Puis vous aviez la grande majorité du monde : d'anciennes colonies bien plus pauvres, qui commençaient tout juste à retrouver leurs repères.

La Chine était un cas à part. C'était l'endroit le plus peuplé du monde, l'entité politique la plus peuplée. Mais elle avait été affaiblie après plus d'un siècle, non pas de domination impériale directe, mais d'impunité impériale directe. On fait traditionnellement remonter cette période à mille huit cent

trente-neuf, lorsque la Grande-Bretagne a lancé une guerre contre la Chine pour une raison choquante, mais vraie : forcer la Chine à ouvrir son commerce à l'opium britannique, afin que les Britanniques puissent gagner assez d'argent pour acheter le thé chinois auquel ils consacrent leurs après-midis depuis lors. Deux guerres dites de l'opium ont suivi : de mille huit cent trente-neuf à mille huit cent quarante-deux, puis de mille huit cent cinquante-six à mille huit cent soixante.

#Jeffrey Sachs

Et la Chine a sombré dans sa propre guerre civile, la rébellion des Taiping, qui a fait des dizaines de millions de morts. Puis elle a subi d'immenses pressions impériales de la part de l'Europe et des États-Unis, à la fin du dix-neuvième siècle. Ensuite, le Japon est devenu le premier pays d'Asie à s'industrialiser. Il a envahi la Chine à partir de mille huit cent quatre-vingt-quatorze. Puis, au siècle suivant, en mille neuf cent trente et un, le Japon a pris le contrôle de la Mandchourie, avant d'envahir la Chine continentale en mille neuf cent trente-sept. Tout cela signifie que nous avons un monde essentiellement dirigé par l'Europe et les États-Unis. Et le reste du monde était, au mieux, constitué de vassaux, mais en réalité de colonies exploitées pour leurs matières premières. En mille neuf cent cinquante, ces pays se sont retrouvés appauvris, majoritairement analphabètes, sans industrie moderne, sans technologie moderne. Mais soudain, les maîtres ont disparu, parce qu'ils s'étaient eux-mêmes détruits dans une guerre civile.

Ainsi, l'Asie et l'Afrique nouvellement indépendantes se sont engagées sur la voie de l'industrialisation. Ou peut-être pas tout à fait au tout début, mais dans ce processus mené de façon systématique, sous leur propre souveraineté. Et c'est dans ce contexte, Glenn Diesen, qu'on peut dire que les États-Unis ont pris la tête du monde en mille neuf cent quarante-cinq, dans cette compétition avec l'Union soviétique. Mais ce sont aussi les États-Unis qui ont créé la plupart des institutions que nous connaissons aujourd'hui comme les institutions mondiales : les Nations unies, fondées en mille neuf cent quarante-cinq ; les institutions dites de Bretton Woods, issues d'une conférence tenue à Bretton Woods, dans le New Hampshire, en mille neuf cent quarante-quatre, puis devenues le Fonds monétaire international et la Banque mondiale en mille neuf cent quarante-cinq ; ainsi qu'une organisation commerciale naissante, qui n'a pas vraiment décollé, mais qui est devenue l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, le GATT, puis plus tard l'Organisation mondiale du commerce, dirigée par les États-Unis.

Les États-Unis ont donc mis en place un cadre institutionnel dont ils sont au cœur, souvent avec des privilèges uniques. Par exemple, ils sont le seul pays, au Fonds monétaire international, à disposer d'un droit de veto. Ils peuvent donc orienter la trajectoire d'une organisation qui compte cent quatre-vingt-dix membres — cent quatre-vingt-dix ou cent quatre-vingt-onze, je ne me souviens plus exactement du nombre actuel — mais environ cent quatre-vingt-dix membres. Or, les États-Unis sont les seuls à avoir ce droit de veto. Cela leur donne une influence considérable au sein de l'organisation, et nous l'avons d'ailleurs vu à l'œuvre ces dernières semaines. C'est donc ce monde dirigé par les États-Unis qui a été créé. Si vous regardiez le monde en mille neuf cent cinquante, eh bien, les anciennes colonies commençaient à aspirer à l'indépendance.

Il y avait le fait que l'Europe s'était littéralement entre-déchirée pendant la première moitié du vingtième siècle. Mais la domination de l'Occident, dans tous les indicateurs qui comptaient vraiment — l'alphabétisation, l'urbanisation, l'industrie, la mobilisation de l'énergie, la puissance, l'armement, et bien sûr les bases militaires — était évidente. À cette époque, les États-Unis disposaient déjà d'un véritable archipel de bases à travers le monde. Cela semblait dire : oui, vous êtes indépendants, mais croyez-moi, c'est nous qui dirigeons le monde. Et les États-Unis dirigent le monde au nom de l'Europe. L'Europe aura son mot à dire, un peu, ici et là. Mais l'extrême faiblesse de l'Europe, et la fin de sa puissance internationale, ne se sont pas vraiment fait sentir tout de suite.

La France avait encore son empire. La Grande-Bretagne allait avoir l'arme nucléaire. Toutes deux étaient membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies. Toutes deux étaient encore des puissances occupantes dans le territoire vaincu de Hitler. Donc, après mille neuf cent cinquante, l'Europe ne semblait pas totalement dépourvue de pouvoir. Mais la domination américaine était évidente. Et je pense qu'elle a été assez largement reconnue pendant des décennies, en dehors du drame de la rivalité avec l'Union soviétique. Dans les années mille neuf cent soixante, il était assez clair que les États-Unis étaient réellement la puissance dominante des deux, même si l'Union soviétique restait une puissance redoutable. Voilà, simplement pour terminer ce petit survol historique, qui, je l'espère, n'a pas été trop long.

L'Union soviétique a été confrontée à des crises internes croissantes, sur les plans économique, financier, social et ethnique, dans les années mille neuf cent soixante-dix et mille neuf cent quatre-vingt. Elle a engagé des réformes au milieu des années mille neuf cent quatre-vingt, lorsque Mikhaïl Gorbatchev est devenu le dirigeant du Parti communiste soviétique, puis président de l'Union soviétique. C'était un grand réformateur et un grand artisan de la paix. Il voulait une Union soviétique démocratique et réformée, ainsi que la fin des divisions de la guerre froide en Europe. Et il a contribué à y parvenir. Mais, ce faisant, lui et l'Union soviétique ont répété l'un des avertissements les plus célèbres de Tocqueville, le grand théoricien social français, issu de l'aristocratie, du milieu du dix-neuvième siècle.

Tocqueville disait, à juste titre, que le moment le plus dangereux pour un gouvernement, c'est lorsqu'il essaie de se réformer. Il parlait des Français, dont les réformes des années mille sept cent quatre-vingt ont conduit à la Révolution française de mille sept cent quatre-vingt-neuf. Mais il décrivait exactement ce qui s'est passé en Union soviétique dans les années mille neuf cent quatre-vingt, donc deux cents ans plus tard, lorsque l'Union soviétique a sincèrement tenté de se réformer. Et moi, je pense que Gorbatchev était un très grand homme, un grand homme d'État et un grand artisan de paix dans le monde. Mais les réformes ont déstabilisé l'Union soviétique, et les États-Unis y ont vu le moment à saisir. Nous avons alors mis fin à la guerre froide, non pas avec magnanimité, mais par la victoire.

Et je fais donc remonter notre époque actuelle à décembre mille neuf cent quatre-vingt-onze, le mois où l'Union soviétique a été officiellement dissoute en quinze États successeurs. Parmi eux, la

Russie était le véritable État successeur dominant, à tel point qu'elle est techniquement considérée comme l'État continuateur de l'Union soviétique, en ce qui concerne les obligations découlant des traités, mais aussi les responsabilités des autres pays envers ce qui était alors l'Union soviétique, et envers la Russie aujourd'hui. Mais en décembre mille neuf cent quatre-vingt-onze, l'estime de soi des États-Unis s'est emballée. Elle s'est placée sur une orbite bien plus haute que celle jamais atteinte par Spoutnik. Les États-Unis ont soudain déclaré : « Nous sommes seuls à diriger le monde. Nous sommes le plus grand colosse de toute l'histoire du monde. À côté de nous, l'Empire romain ressemble à une petite puissance minable. »

Nous allons dominer le monde. Nous allons le diriger dans notre intérêt, mais notre intérêt, c'est aussi celui du monde. Nous sommes la fin de l'Histoire. Désormais, c'est nous qui déciderons. Nous choisirons les guerres, nous renverserons les régimes qui ne nous plaisent pas. Et nous le ferons en tant qu'unique superpuissance, sans aucune opposition. C'est presque une vision du monde sortie d'une bande dessinée. Mais je pense que c'est une description juste de la manière dont les dirigeants et les stratèges américains voyaient le monde après décembre mille neuf cent quatre-vingt-onze. Et même si nous avons aujourd'hui une sorte de clown comme président, un homme absolument incompétent et ignorant, c'est ainsi qu'il voit le monde. C'est pour cela qu'il pense qu'on peut lancer une guerre contre l'Iran et, le lendemain, choisir leurs dirigeants.

Ce n'est pas seulement le produit de son imagination débridée et délirante. C'est la politique étrangère américaine depuis décembre mille neuf cent quatre-vingt-onze. Pour finir là-dessus, Glenn, ces gens-là, à Washington, sont très mauvais en économie. Et ils sont très mauvais pour comprendre les dynamiques. Ils prennent donc des instantanés du monde et s'imaginent que c'est l'état permanent du monde. Mais le monde ne reste pas immobile. Et le plus important à comprendre, c'est qu'avec la souveraineté, après mille neuf cent cinquante, en Asie et en Afrique, est venue, pour la première fois, la possibilité d'un développement économique. Quand on est une colonie d'un empire, on n'a pas le droit de se développer. Votre rôle, en tant que colonie, c'est de produire des matières premières pour la métropole. Vous n'avez pas besoin d'être éduqué pour ça.

En gros, il vous suffit d'être réduit en esclavage. Et puis, à partir de mille neuf cent cinquante, avec l'indépendance de l'Inde, avec l'établissement de la République populaire de Chine après ce qu'ils appellent le siècle d'humiliation, avec l'émergence d'une Indonésie indépendante, tous ces pays ont aussi commencé à dire : nous voulons être non-alignés, parce que nous voulons nous développer. Nous ne voulons pas choisir un camp entre deux blocs rivaux. Nous voulons le développement économique. Ce qui s'est essentiellement produit après les années mille neuf cent cinquante, c'est, je dirais, une période profonde de reconstruction de la place de l'Asie dans le monde.

Si l'on regarde l'ensemble de l'Histoire, depuis aussi loin qu'on puisse remonter jusqu'aux environs de mille huit cents, l'Asie représentait toujours entre soixante et soixante-dix pour cent de la population mondiale, et entre soixante et soixante-dix pour cent de l'économie mondiale, le PIB étant mesuré aux prix internationaux. Puis sa part est tombée à environ quinze à vingt pour cent vers mille neuf cent cinquante. Elle avait été écrasée. Son niveau de vie ne représentait plus qu'un

tiers, voire un quart, de la moyenne mondiale, et un dixième ou moins de celui des économies occidentales avancées et des États-Unis. Mais elle a commencé à rattraper son retard, parce que c'est la souveraineté qui a permis au développement de prendre racine. Et la Chine, en particulier, après plusieurs décennies supplémentaires de turbulences et de faux pas, a connu, à partir de la fin des années mille neuf cent soixante-dix, la croissance économique la plus rapide.

Je dirais même que c'est sans précédent dans toute l'histoire de l'humanité. La Chine a connu quatre décennies de croissance économique d'environ dix pour cent par an. Quand on croît de dix pour cent par an, on double la taille de l'économie tous les sept ans. Cela veut dire que, sur une période de trente-cinq ans, on double l'économie cinq fois. Donc, deux fois deux, fois deux, fois deux, fois deux : une multiplication par trente-deux. En réalité, l'économie chinoise a été multipliée par quarante. Et elle y est parvenue de façon très concrète : des investissements massifs, une épargne massive, un travail incroyablement acharné. J'ai pu observer tout cela au cours de ma carrière, en me rendant en Chine peut-être une centaine de fois, ou davantage, depuis mille neuf cent quatre-vingt-un, et en voyant la Chine sortir de la pauvreté.

Eh bien, Glenn, cette montée en puissance et ce redressement de l'Asie, que j'appelle le retour de l'Asie au premier plan, signifient qu'aujourd'hui, l'Asie représente de nouveau la moitié, ou davantage, de l'économie mondiale. Et la Chine est désormais trente pour cent plus grande que les États-Unis, si l'on utilise des chiffres correctement mesurés : une production évaluée à ce que nous appelons les prix internationaux, ou les prix à parité de pouvoir d'achat. Donc, cette idée d'un monde dirigé par l'Occident, que les États-Unis ont eue jusqu'à présent... excusez-moi. Cette idée d'un monde dirigé par les États-Unis, que les États-Unis ont eue jusqu'à présent, et cette idée européenne selon laquelle nous allons suivre dans leur sillage, avancer avec les États-Unis... Nous sommes toujours un empire. Nous sommes toujours une famille. Nous sommes toujours l'Occident. Nous continuerons à dominer. C'est cela qui est dépassé. L'histoire est passée à autre chose.

Les États-Unis ont été dépassés par la Chine en taille économique. Et malgré toutes les protestations, ils ont aussi été dépassés par la Chine dans la plupart des secteurs industriels — pas tous. La Chine est également au même niveau à la pointe de l'intelligence artificielle et des dernières avancées. Et voilà ce que sont les BRICS. Les BRICS, c'est le regroupement de pays qui ont retrouvé leur place dans le monde. Des pays autrefois colonisés ou malmenés par le monde occidental, mais qui ont désormais retrouvé leur assise. Sur les plans économique et technologique, ce groupe est dominé, en importance, par la Chine. Mais l'Inde n'est pas si loin derrière. Et à elles deux, la Chine et l'Inde représentent trente-sept pour cent de la population mondiale.

Et aujourd'hui, la Chine représente environ dix-neuf à vingt pour cent de la production mondiale, contre quatorze à quinze pour cent pour les États-Unis. Et l'Inde est la troisième économie mondiale, ce qui peut surprendre certaines personnes. Ce n'est pas le Japon. Ce n'est pas l'Allemagne. C'est l'Inde. Et l'Inde, selon moi, deviendra la deuxième économie mondiale d'ici le milieu de ce siècle. Le scénario le plus probable, c'est donc une Chine en tête, comme géant numéro un, l'Inde en deuxième position, et les États-Unis en troisième. Si l'on prend les BRICS aujourd'hui, lors de la

réunion qui vient d'avoir lieu, il y avait cinq membres fondateurs : le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, d'où le nom. Puis cinq membres et demi supplémentaires les ont rejoints.

Les cinq, ce sont évidemment l'Éthiopie, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Iran et l'Indonésie. Et le demi-membre, disons, c'est l'Arabie saoudite. Elle était présente à la réunion de New Delhi la semaine dernière. Son ministre des Affaires étrangères y était. Mais elle ne se considère pas comme un membre à part entière des BRICS. Elle essaie encore de ménager une position entre les États-Unis, son ancien protecteur — même s'ils ne la protègent plus vraiment — et les BRICS. Donc, cela fait dix membres et demi. Et il y en a dix autres qui sont membres associés des BRICS. Si l'on additionne les dix membres centraux des BRICS, ils représentent presque cinquante pour cent de la population mondiale. Ils comptent pour environ quarante et un pour cent de la production mondiale.

Et si vous comparez cela aux pays du G sept, c'est le grand bloc américain : les États-Unis, le Canada — avec lequel, selon Donald Trump, nous sommes maintenant en guerre —, mais aussi les États-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, l'Allemagne et le Japon. Eh bien, cela représente environ vingt-neuf pour cent de la production mondiale, ou vingt-huit pour cent, contre quarante et un pour cent pour les BRICS. Les BRICS constituent tout simplement un bloc économique plus important. Et pour la population, comme je l'ai dit, prenez toute l'Europe : quatre cent cinquante millions d'habitants dans l'Union européenne. Ajoutez la Grande-Bretagne, les États-Unis et le Canada. Ajoutez le Japon, la Corée, l'Australie, la Nouvelle-Zélande : le monde occidental, comme on l'appelle, avec ses membres orientaux. Mettez tout cela ensemble, cela fait un milliard de personnes, contre quatre milliards pour les BRICS.

Donc, le milliard de personnes qui vivent en Occident, cela représente douze pour cent de la population mondiale. Voilà la réalité du monde. Ce n'est pas que les États-Unis dirigent tout. Mais, sur le plan institutionnel, les États-Unis gardent leurs griffes sur ces institutions internationales. Ils exigent leur droit de veto. Ils utilisent leurs prérogatives de pays hôte des Nations unies, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale pour dire : oui, nous restons à la tête du monde. Trump se présente comme le patron du monde. Et, soit dit en passant, il le pense vraiment. C'est une forme particulière d'ignorance et d'illusion, mais il ne plaisante pas. Il le pense vraiment. Et c'est aussi le cas de la classe politique américaine. Eux aussi le pensent. Oh, ils savent qu'ils ont désormais de la concurrence, mais ils comptent l'affronter, peut-être même faire la guerre. Nous devons protéger notre hégémonie.

Et donc, nous avons des guerres qui font rage en Ukraine. C'est une guerre d'expansion des États-Unis, imaginée par ces néoconservateurs, ou ces hégémonistes, dans les années mille neuf cent quatre-vingt-dix. Ils disaient qu'on pouvait étendre l'OTAN à l'Ukraine, à la Géorgie, partout. Nous dirigeons le monde. C'est pour ça que nous avons la guerre en Iran. C'est pour ça que nous utilisons Israël comme verrou militaire, pour tenter de maintenir notre hégémonie au Moyen-Orient. Tout est en train de s'effondrer. Ce n'est que violence. Ce n'est que guerre. C'est une perte totale de soutien à l'échelle mondiale. D'ailleurs, aujourd'hui même, au moment où nous parlons — je crois que l'étude est peut-être sortie hier — la Fondation Rockefeller a publié une enquête qu'elle avait

commandée. Elle portait sur des pays du monde entier. Elle montre que le soutien à l'égard du leadership des États-Unis s'effondre partout dans le monde, et que le monde ne veut pas être dirigé par les États-Unis.

En fait, et c'est intéressant, il veut être dirigé — ce que je soutiens fermement — par les Nations unies, par la coopération mondiale, par un État de droit, et non par une puissance hégémonique. C'est donc ce que représentent les BRICS, et ils l'ont dit. Ils ont déclaré : « Nous représentons les pays émergents et en développement », un terme que les gens devraient connaître : les P E D E. Cela désigne, en substance, tout le monde à l'exception de cette liste d'alliés des États-Unis à revenu élevé. Et cela représente environ quatre-vingt-cinq pour cent de la population mondiale. Nous les représentons. Nous voulons faire entendre notre voix. Nous voulons avoir notre mot à dire. Nous voulons notre place, parce que nous en avons fini avec les États-Unis qui dictent la marche à suivre. Même s'ils n'ont pas nommé les États-Unis, nous en avons fini avec l'Occident qui dicte la marche à suivre. C'étaient d'intéressantes anomalies historiques. Elles ont duré de mille sept cent cinquante jusqu'à, disons, l'an deux mille environ, peut-être deux cent cinquante ans. Mais cette époque est révolue. Nous sommes désormais véritablement dans un monde multipolaire.

#Jeffrey Sachs

... monde, et nous devons y vivre en paix. Et la déclaration des BRICS, la déclaration de New Delhi qui a été signée, soutient l'ordre multilatéral. Elle appelle à régénérer l'ordre commercial mondial, que les États-Unis ont unilatéralement cherché à briser au sein de l'Organisation mondiale du commerce. Elle dit : non, non, nous voulons des règles mondiales. Elle défend les Nations unies. Fait intéressant, l'un des points était de souligner qu'il n'y a jamais eu de femme secrétaire générale, ni de femme originaire d'Amérique latine. Et c'est précisément ce qui est envisagé aujourd'hui. Donc, au moment même où nous parlons, nous allons avoir une nouvelle étape du processus de sélection du prochain ou de la prochaine secrétaire générale.

Et dans cette déclaration, ils ont clairement apporté leur soutien à une femme latino-américaine, je dirais. Plusieurs candidates sont en lice pour le poste de secrétaire générale. Mais l'essentiel, c'est qu'ils ont dit : nous parlons au nom de la partie du monde qui n'était pas constituée des puissances impériales ayant dominé le monde ces deux cent cinquante dernières années. Nous parlons pour un monde après les empires. Nous parlons pour un monde multipolaire. Et bien sûr, nous parlons pour nous-mêmes, parce que nous représentons la moitié de l'humanité. Et ils y sont parvenus. Et Glenn, un aspect probablement très important de la réunion de cette année, c'est que la prochaine présidence reviendra à la Chine. Et la Chine est absolument déterminée à construire ce nouveau monde post-hégémonique. Je pense donc que ce que les BRICS ont fait cette année sera amplifié l'année prochaine.

#Glenn

J'apprécie cette perspective sur le long terme. Je pense que cela aide aussi à expliquer, disons, une partie de la mentalité que nous avons en Occident. Pourquoi la situation normale serait celle de notre domination perpétuelle. Pourquoi c'est ainsi que l'on perçoit l'ordre naturel des choses. Et aussi, sans doute, pourquoi il est difficile d'accepter de nouvelles réalités. Donc, ce que nous observons réellement reste encore, d'une certaine manière, impensable. Cela m'a fait penser à la rencontre de mars entre Xi Jinping et Vladimir Poutine, lorsqu'il a dit, vous savez, que nous assistons aujourd'hui à des changements qui ne se sont pas produits depuis cent ans. Et que, si nous restons unis, nous pouvons impulser ces changements. J'ai le sentiment que cela s'applique aux BRICS au sens large. Mais, là encore, ils ont beaucoup de tâches devant eux : la sécurité, l'économie, la diversification des technologies, les corridors de transport, les puissances financières.

Encore une fois, ce n'est même pas hégémonique. C'est un système multilatéral, avec le reste du monde. Donc, cela va être compliqué. Et en même temps, on voit les États-Unis s'en prendre aux autres, utiliser leurs alliances militaires pour frapper leurs rivaux, et leur architecture économique comme une arme contre leurs adversaires. Les Européens, bien sûr, reconnaissent que l'ordre mondial américain est en train de s'effondrer. Mais ils ne veulent pas pour autant adhérer à ce que proposent les BRICS. Ils sont donc, en quelque sorte, coincés dans un vide. Et, eh bien, je suppose que mon point est le suivant : comme vous l'avez dit plus tôt, réformer un système politique est dangereux. Et je pense que réformer le système international nous réserve probablement, à nous aussi, une période assez turbulente. Enfin, je ne sais pas si vous avez des réflexions finales.

#Jeffrey Sachs

Oui. Vous savez, ça me rappelle quelque chose. Je travaille dans ce domaine depuis un bon moment. J'ai commencé comme jeune économiste dans les années quatre-vingt, en Amérique latine. Puis en Europe de l'Est. Ensuite, comme conseiller économique, en Europe, en Union soviétique, dans l'ex-Union soviétique, en Ukraine, en Russie, dans beaucoup, beaucoup d'autres pays, et en Chine pendant des décennies. J'ai donc vu tout cela prendre forme. Et j'ai écrit un livre, en mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept, intitulé « L'Asie émergente ». J'y utilisais des approches économiques solides, mais assez classiques, pour dire que la part de l'Asie dans l'économie mondiale augmenterait de vingt points de pourcentage entre mille neuf cent quatre-vingt-quinze et deux mille vingt-cinq. Et j'ai visé presque exactement juste. Cela s'est produit, du point de vue de l'augmentation arithmétique. Mais je me souviens avoir pensé que c'était un processus tout à fait naturel, cette forme de rattrapage.

En économie, il existe tout simplement un terme pour ça : la convergence, ou la convergence conditionnelle des économies. Elles se rapprochent, au fil du temps, en matière de niveaux de revenus et de technologies, sauf si ce processus est entravé par l'impérialisme et la guerre. Et dans les années mille neuf cent quatre-vingt-dix, je me disais que, si les États-Unis étaient intelligents, ils

commenceraient à poser les fondations du type de monde dans lequel ils veulent vivre, lorsque le monde sera réellement multipolaire. Donc, j'avais déjà cette idée, il y a des décennies : le monde allait prendre une autre forme. C'est naturel.

Et ce que nous aurions pu faire de notre puissance, dans les années quatre-vingt-dix, c'était contribuer à façonner non pas une hégémonie américaine permanente, mais plutôt un monde de paix décent, qui s'adapterait aux nouvelles conditions, beaucoup plus égalitaires, en matière de technologie et d'économie, qui allaient probablement émerger au vingt-et-unième siècle. Et cela semblait être la voie normale et prudente. Eh bien, dit comme ça, pour moi, nous venons de perdre trente-cinq ans. Nous avons fait exactement l'inverse. Nous n'avons rien construit de ce qui aurait pu être un ordre confortable, pacifique et multilatéral. Nous avons au contraire renforcé l'hégémonie américaine. Et durant ces trente-cinq dernières années, dans mon travail sur le développement, en observant les États-Unis depuis l'extérieur, je n'ai cessé de dire : allez, quoi.

C'est une bonne chose. Prenez la mesure de cette réalité. L'ascension de la Chine n'est pas seulement ni mauvaise ni dangereuse, elle est naturelle. Comprenez où se trouvait la Chine pendant deux mille ans, et cessez de vous imaginer que vous allez pouvoir contenir la Chine, diriger la Chine, ou quoi que ce soit dans ce genre. Eh bien, tous ces sermons n'ont absolument rien donné. Non pas que ce soit à moi d'en décider. Nous n'avons pas changé les mentalités. Et jusqu'à aujourd'hui, Glenn, si vous regardez les derniers numéros du magazine Foreign Affairs — que je considère non seulement comme une lecture, mais aussi comme un test de Rorschach de la mentalité de l'appareil sécuritaire américain — les articles disent encore : « Nous allons dominer. Nous pouvons le faire. »

L'Occident garde le contrôle. Tout ce que nous avons à faire, c'est renforcer nos alliances. Oui, nous devons nous préparer à la guerre qui vient, et ainsi de suite. Autrement dit, jusqu'à aujourd'hui, aux États-Unis, il n'y a pas l'idée qu'ils puissent vivre normalement avec d'autres puissances. Jusqu'à aujourd'hui, il y a toujours cette idée que le leadership, la domination, l'hégémonie bienveillante, c'est l'état normal des choses. La Chine serait très loin derrière. J'ai lu, il y a quelques jours, un article dans Foreign Affairs. Je n'en croyais pas mes yeux. D'abord, ils utilisent tous les mauvais indicateurs, toutes les mauvaises mesures. C'est d'une ignorance économique pathétique.

Mais l'idée, c'était de dire : non, nous ne sommes pas en retard. Nous avons énormément, énormément d'avance. Regardez notre marché boursier. Regardez ceci. Regardez cela. Nous dominons. C'est donc pour ça que c'est si dangereux, à mon avis, en ce moment. L'histoire que j'ai retracée me paraît assez évidente. C'est une lecture tout à fait juste des données et de l'histoire, avec une compréhension de la façon dont la politique et l'économie sont imbriquées. Mais, aux États-Unis, dans les grands cercles de l'économie, chez les dirigeants américains — y compris dans les universités, les groupes de réflexion et au cœur de l'appareil sécuritaire de l'État — oh, nous sommes dans la course.

On va quand même garder le contrôle. La Chine s'effondre. La Chine est en pleine crise financière. Les BRICS, c'est quelque chose de passager. La Russie, vous savez, est au bord de l'effondrement.

Ce genre de pensée est absolument omniprésent, et l'absence totale de perspective est vraiment stupéfiante. C'est comme ça qu'on court à la catastrophe, si elle arrive. Et quand tout ce cercle a une vision aussi large que celle-là, que son noyau est militarisé, et que son dirigeant est un homme de plus de quatre-vingts ans, ignorant et délirant... Faites le compte. Eh bien, voilà pourquoi la situation n'est pas vraiment stable en ce moment. Professeur Sachs, merci. C'est toujours un grand plaisir. Le plaisir est pour moi. Merci beaucoup.